

De la résistance à la Révolution

RéSISTANCES

Janvier 2010. Edité par le Comité NPA d'Anglet N°2





Photothèque Rouge / torres

SOMMAIRE

page 2 Patronat et argent public
page 3 Dans les entreprises
page 4 "la santé pour tous" malade
page 5 La répression en Pays basque
page 6 Lycéens dans la rue, transports
page 7 Morales réélu, Copenhague circus
page 8 Congrès CGT, Culture



Photothèque Rouge / Milo

Bonne année de luttes 2010

Alors que s'ouvre l'année nouvelle et que la crise économique loin de s'atténuer s'aggrave, comment ne pas se souvenir qu'en 2009 des centaines de milliers de salariés du public et du privé, des transports et de la métallurgie, de l'enseignement et du monde hospitalier, de La Poste et des grandes surfaces se sont battus soit pour préserver leurs emplois, soit pour ne pas accepter des coupes sombres dans leurs salaires. Les grèves marquantes, comme celles de Continental, de Toyota, de Caterpillar, de New Fabris ou de Molex, les journées d'action massivement suivies mais sans suite ont montré que la combativité était bien là. Malheureusement la gauche politique et syndicale n'était pas au rendez-vous et a sciemment refusé d'unifier les luttes en les laissant pourrir. Malgré tout, aujourd'hui encore, 6 000 grévistes sans papier (dont 400 travailleuses chez des particuliers) appartenant à plus de 2 000 entreprises, poursuivent depuis des mois la lutte pour leur régularisation dans des conditions extrêmement difficiles. Le courage et la détermination que montrent ces travailleuses et ces travailleurs, qui sont pourtant parmi les plus vulnérables d'entre nous et sur la tête desquels planent en permanence des menaces d'arrestation et d'expulsion, doivent être une inspiration pour nous tous. En 2010 comme en 2009 seules les luttes paieront à condition qu'elles convergent enfin vers un "toutes et tous ensemble", seul capable de faire reculer et plier patronat et gouvernement.✪

http://comite-anglet-npa.blogspot.com
contact: capnpa@orange .fr / 06 11 52 01 75

Argent public : quand les patrons se goinfrent !

Edito

En cette période de crise économique les patrons n'ont finalement pas trop à se plaindre. Quelque soit leur secteur d'activité ils ont de bonnes chances d'être arrosés d'argent public, de se voir allégés (ou carrément dispensés) de certaines charges sociales ou fiscales, voire les deux à la fois. L'exemple vient de haut.

On a d'abord eu le plan de sauvetage des banques de 360 milliards d'euros (dont 320 milliards de prêts et 40 milliards en cash) puis le "plan de relance" d'un montant de 26 milliards, dont 7,8 milliards pour le seul secteur automobile. Ensuite, en juillet dernier, le gouvernement a décidé de faire passer de 19,6 % à 5,5 % le taux de la TVA dans la restauration afin de créer, paraît-il, 40 000 emplois nouveaux dans ce secteur et de faire baisser les prix. Coût de la mesure : de 2,3 à 3 milliards d'euros. Six mois plus tard les prix n'ont pas bougé. Quant aux emplois créés, la Cour des Comptes en espère 6 000, soit 7 fois moins que ce qui avait été promis. Et nouveau cadeau aux patrons : la suppression en 2010 de la taxe professionnelle, un allégement fiscal de près de 12 milliards d'euros. Grâce à l'argent des contribuables l'État se montre donc généreux avec le patronat. De plus cet argent, censé doper l'économie et créer des emplois, est distribué sans aucune obligation de résultat. Pas question donc de pénaliser Peugeot qui a empoché le cash et, quelques jours plus tard, annoncé la suppression de plusieurs milliers d'emplois, ni d'ailleurs le restaurateur du coin qui n'a ni embauché, ni baissé ses prix.

Mais cette politique n'est pas spécifique à un gouvernement de droite très lié au MEDEF. Elle a été largement utilisée dans le passé par les gouvernements "Union de la gauche" ou "Gauche plurielle" (PS, PCF, MRG, Verts) de Mauroy, Rocard, Cresson, Jospin... Elle est aussi mise en oeuvre au niveau des Régions, des départements, des intercommunalités ou des municipalités, que ces collectivités soient tenues par la gauche ou par la droite. Ainsi, dans son budget 2009, la région Aquitaine, présidée par un socialiste soutenu par les Verts, consacre 183 millions d'euros au "soutien de l'économie régionale", sommes qui se répartissent entre 2 000 entreprises environ dont une des mieux dotées est Turboméca (2,5 millions d'euros cette année et un demi million l'an prochain). Le département des Pyrénées-Atlantiques (dont le Conseil général s'équilibre entre la gauche et la droite) n'est pas en reste puisqu'il a consacré cette année un peu plus de 40 millions d'euros au "développement économique".

Parmi les dernières subventions octroyées 240 000 euros à Bioluz à Saint-Jean-de-Luz et 534 000 euros à un projet (toujours dans les limbes) de centre technologique de Compositadour qui devrait se créer sur la Technocité de Bayonne, sur le site même où s'installèrent jadis d'abord Sony puis Rüwel, deux entreprises qui empochèrent des millions d'argent public venant de l'État, du Conseil régional, du Conseil général, de la ville de Bayonne et de l'agglomération du BAB... avant de mettre la clé sous la porte, de licencier leur personnel et d'émigrer vers des cieux plus cléments. En fait la politique de subventions aux entreprises et, plus généralement, au secteur privé, est un marché de dupes qui consiste principalement à ponctionner le contribuable pour remplir les poches des patrons. ✪

On ne leur fait pas dire !

La Commission des Finances du Sénat vient de présenter un rapport spécial intitulé "Travail et Emploi" dans lequel on peut lire : "Depuis 2003, l'Etat a dépensé 160 milliards d'euros de charges en faveur des entreprises sans créer un seul emploi. Ce qui n'est pas extrêmement efficace". Opinion de connaisseur puisque le porte-parole de la dite-Commission n'est autre que le sénateur... Serge Dassault, propriétaire du groupe aéronautique du même nom.✪



Dans les entreprises

TURBOMÉCA
LES SALARIÉ(E)S VONT SE SERRER LA CEINTURE

Face à la crise Turboméca avait déjà anticipé la situation et imposé 4 jours de congés en novembre 2009...
Et l'année 2010 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. En effet, dans le cadre de discussions avec les organisations syndicales, la direction a annoncé qu'elle aura recours au chômage partiel. Un dossier a été déposé à cet effet auprès de l'administration du Travail. Seront ainsi imposés deux semaines de congés en août et six jours à Noël. En outre dix, quinze ou vingt-cinq jours par an seront chômés dans différents services. Il y aurait quatre jours en mai, quatre jours en novembre et quelques jours par mois selon les services.
Mais Turboméca emploie beaucoup de salarié(e)s appartenant à des entreprises sous-traitantes qui ne pourront pas bénéficier du chômage partiel. C'est pourquoi les congés imposés et les jours chômés seront pris sur leurs congés annuels. Et si ces congés annuels ne s'avèrent pas suffisants, certains "devront" des jours à leurs patrons.
Mais n'ayons crainte : les actionnaires resteront eux bien au chaud dans leurs résidences secondaires pendant que les salariés qui génèrent le chiffre d'affaire subiront la crise ! ✪

SAINT -VINCENT-DE -TYROSSE
CONTESTATION À L'HYPERMARCHÉ LECLERC

À l'hypermarché Leclerc de Saint-Vincent de Tyrosse, dans le sud des Landes, un tiers environ des hôtesses de caisse et d'accueil a traîné la direction aux prud'hommes de Dax devant lesquels une action en référé a été introduite. L'audience devrait avoir lieu le 18 janvier prochain. De quoi s'agit-il ? Sur un personnel de 220 employées, en majorité des femmes, trente cinq sont à temps partiel et n'effectuent que trente deux heures par semaine. Cependant ces dernières ont demandé l'application d'un avenant à l'accord d'entreprise signé en juin dernier et qui prévoit une durée annuelle du travail de 1664 h. Cela signifie que les salariées à temps partiel auraient du obtenir un contrat à temps plein avec la possibilité d'effectuer 57 heures supplémentaires. Cependant, à ce jour, malgré plusieurs courriers de l'inspection du travail donnant raison aux salariées, la direction refuse de se conformer à ce contrat. Preuve supplémentaire qu'à la publicité télévisée affirmant que chez Leclerc "les prix sont les plus bas" il faudrait ajouter "les salaires aussi" ! ✪

SERVICES PUBLICS
LA POSTE N'HABITE PLUS À L'ADRESSE INDIQUÉE !

Malgré la votation citoyenne du 3 octobre, où 2.3 millions de personnes se sont déplacées pour aller voter dans tous les bureaux de poste de l'hexagone afin de dire non à la privatisation, malgré l'envoi de milliers de cartes pétition au Président de la République demandant le respect de cette votation ainsi que l'ouverture d'un débat public et d'un référendum sur le service public postal, le gouvernement maintient la privatisation de la Poste au 1er mars prochain, puisque le projet de loi de transformation de celle-ci en société anonyme à capitaux 100 % publics a été adopté le 22 décembre par les députés. C'est une nouvelle fois la casse annoncée d'un service public, rappelons-nous la privatisation de France Télécom et ses conséquences, que vont subir les citoyens et le personnel de la Poste.
La riposte organisée par des comités locaux, où se retrouvaient plusieurs syndicats de postiers, des associations et des partis, n'a pas été suffisante malgré leur volonté de mobiliser. On ne peut que regretter que la grande manifestation hexagonale, rassemblant postiers et usagers, prévue contre la privatisation de la poste et pour la défense du service public, ait été abandonnée par les directions syndicales nationales.
Privatisation ou pas, la lutte continuera pour la défense des travailleurs et du service aux citoyens ! ✪



MANIFESTATION LE 21 JANVIER

La CGT, la FSU et SOLIDAIRES appellent à une journée de grèves et de manifestations le 21 janvier 2010 pour la défense et l'amélioration des services publics. Malgré les politiques timorées suivies jusqu'à présent par les confédérations syndicales, il faut se saisir de l'occasion et préparer cette journée sur les lieux de travail par des assemblées générales pour qu'elle soit massivement suivie et serve de tremplin à un "tous ensemble public-privé", seul moyen d'enrayer les attaques du gouvernement et du patronat !







La « $ANTÉ pour tous» EST MALADE



Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il entend s'attaquer en 2010 à deux sources de déficit : la santé et les collectivités locales. La loi HPST de Roseline Bachelot, les lois et mesures qui l'ont précédée, sources de nombreuses calamités dans les hôpitaux, ne suffisent pas à Sarkozy. Nous assistons depuis quelques années à la réduction des effectifs et à la fermeture d'hôpitaux de proximité. La désorganisation du travail est la conséquence de la mise en place de structures hiérarchiques qui ne sont plus en contact avec les soignants et dont la logique n'est que comptable. Mais de cela, de la souffrance des soignants qui ne peuvent plus exercer leur mission correctement, de la souffrance des patients qui ne se sentent plus pris en compte et écoutés, sans parler de ceux qui ne sont plus soignés du tout. De tout cela Sarkozy n'en a cure. Il continuera à casser en 2010 l'Hôpital Public, afin que les actionnaires des cliniques privées s'enrichissent. Il continuera les attaques contre la Sécurité Sociale, contre les retraites. Allons-nous laisser faire ?

DES LUTTES IL Y EN A

• **A l'hôpital de Bayonne, le 8 décembre dernier le personnel** des services de psychiatrie s'est mis en grève pour dénoncer des modifications de roulement préjudiciables à la qualité des soins et la tendance à privilégier le sécuritaire au détriment des soins. Une semaine plus tard, le 15, les infirmières se sont mises en grève pour protester contre la création d'un Ordre Infirmier inutile et dangereux à leurs yeux.

• **L' Assistance Publique- Hopitaux de Paris fait face à la colère** des médecins hospitaliers. 900 responsables médicaux menacent de démissionner face au projet de suppression de 1000 emplois en 2010. **A Hendaye, à l'Hôpital Marin, 500 salariés** commencent l'année sous cette menace. Le professeur Bensman, chef du service de néphrologie pédiatrique à l'hôpital Armand-Trousseau, déplore un immense gâchis : *« Depuis quelques mois un processus de destruction massive et brutale est en route. La plupart des services de spécialités pédiatriques n'ont plus les lits nécessaires pour faire leur travail et répondre aux demandes. Quand une infirmière part, elle n'est pas remplacée, qu'elle soit indispensable ou non. En trente cinq ans ans je n'ai jamais vu un tel ras-le-bol des équipes et une telle rupture avec l'administration »* a-t-il déclaré au "Monde" du 16 décembre 2009. Des comités de défense des hôpitaux se constituent partout en France.

• **Le Collectif de défense de l'hôpital** de Millau qui regroupe des syndicalistes (CGT, Sud, FO), des militants politiques (PCF, NPA) des usagers, se mobilise contre un projet de plateau technique commun et exprime l'opposition farouche des Millavois à ce site unique qui n'est rien d'autre qu'une anticipation de la loi Bachelot,

• **A Carhaix, en Bretagne, les défenseurs de l'hôpital** sont victimes de l'acharnement judiciaire pour des faits de résistance suite à la décision de fermeture des services de maternité et chirurgie,

• **Lutte des brancardiers au CHU** Rangueuil de Toulouse.

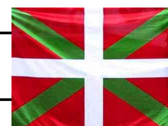
• **Grève à l'hôpital Ambroise Paré** de Boulogne-Billancourt : les lits de la colère. Le 23 décembre dernier onze des lits vides ont été descendus dans le hall de l'hôpital. Une démonstration spectaculaire des agents en grève contre le manque de moyens et les sous-effectifs. La liste est longue... Alors, à quand le tous ensemble infirmières, médecins, techniciens, administratifs, aide soignants, ASH , usagers pour dire et répéter, marteler et crier : la santé n'est pas un produit commercial, elle est un droit inaliénable. ✪



L'ami des patrons, le grand ami des grands patrons

Comment chacun sait Sarkozy se veut l'ami des patrons. Mais parmi ces derniers certains sont plus ses amis que d'autres. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle les micro-entreprises (moins de 9 salariés) ont un taux d'imposition sur les bénéfices qui peut atteindre 30 % alors que les grands groupes du CAC 40 sont imposés à... 8 %, soit 2,3 fois moins grâce notamment aux paradis fiscaux, aux niches et aux régimes dérogatoires prévues par la loi. On dit merci qui ?✪





Pays Basque Sud et Nord

LA RÉPRESSION S'INTENSIFIE

Ces derniers mois auront vu la poursuite, voire l'intensification, de la répression envers le mouvement nationaliste en Hegoalde, le Pays Basque sud.

En octobre, emprisonnement de dirigeants historiques de la gauche abertzale : Diez, Etxeberria, Otegi. Leur trait commun est d'avoir participé à des négociations pour résoudre le conflit politique basque. Peu de temps avant son arrestation, Otegi annonçait une nouvelle initiative allant dans ce sens.

• **Mi-décembre, s'est ouvert devant l'Audiencia nacional le procès des ex-dirigeants d'Egunkaria,** quotidien de langue basque fermé en février 2003 par les autorités espagnoles pour des liens supposés avec l'ETA. Aucune preuve n'a pu être fournie et, fait rarissime, le procureur lui-même a demandé un non-lieu en estimant *"le dossier vide"*. Pourtant, malgré cela, les chefs d'accusation demeurent et les peines encourues par les inculpés, soupçonnés de complicité avec une entreprise *"terroriste"*, sont lourdes puisqu'elles peuvent aller jusqu'à 14 ans de prison.

LA JEUNESSE EN PREMIERE LIGNE

La répression s'accentue aussi sur les militant-e-s de Segi mouvement de la jeunesse abertzale. En juin dernier plusieurs jeunes ont été



interpellés en Pays basque Nord. Quatre d'entre eux ont été transférés à Paris, Eneko, Gilen, Ibai et Xan, et sont depuis incarcérés dans des prisons parisiennes. Il n'y a rien dans leur dossier qui justifie leur emprisonnement. Ils attendent que la « *justice* » suive son cours dans la procédure criminelle ouverte contre eux. Depuis lors leurs familles et amis se mobilisent pour tenter de faire avancer la procédure. Des visites aux parloirs sont organisées chaque fin de semaine (1h00), ce qui génère des déplacements épuisants et des coûts financiers importants. Une association de soutien, LEIHOA, s'est constituée autour de leur famille. Le 24 novembre ce sont trente quatre jeunes qui ont été arrêtés en Pays basque sud, la majorité ont été envoyés en prison. Des manifestations de soutien ont été organisées des deux côtés de la frontière. La mobilisation ne faiblit pas face à ce que l'on peut appeler une politique de répression sans précédent contre le mouvement abertzale de gauche. Segi a lancé une campagne « *Pour l'avenir de la jeunesse basque : Euskal gazteria aitzina* » afin de s'adresser aux jeunes pour les informer, entre autres, sur ce qui se passe au niveau répressif en « Euskal Herri ».

LA REUNION D'ALSASUA

Dans le même temps, la gauche indépendantiste (essentiellement l'organisation Batasuna, également interdite par les autorités espagnoles), s'est réunie mi-novembre à Alsasua en Navarre. Elle a décidé d'un texte qui réitère la proposition d'Anoeta, en novembre 2004, qui avait précédé la dernière trêve de l'ETA. Ce texte affirme sa position *«en faveur d'un processus démocratique et pacifique qui puisse accéder à une démocratie intégrante où le peuple basque puisse, libre et sans aucune intimidation, se déterminer en toute indépendance sur son futur»*. Il est précisé que *« le processus démocratique doit se développer par l'utilisation des voies et des moyens exclusivement politiques et démocratiques et en l'absence totale de violence »*. Il y manque cependant, dirons-nous, une condamnation claire des attentats de l'ETA ; il ne faut pas oublier l'attentat du 30 décembre 2006 à l'aéroport de Madrid qui avait rompu la trêve et entraîné la mort de deux travailleurs immigrés équatoriens. Quant au gouvernement Zapatero, sa réponse à la détermination de la gauche abertzale pour une résolution pacifique du conflit est sans ambiguïté : encore et toujours la répression. L'État espagnol, qui se veut un et indivisible, entretient et exploite le contexte actuel de *"terrorisme"*. Ce qu'il craint, c'est l'apparition d'un mouvement de masse en faveur des droits démocratiques au Pays basque, qui de plus pourrait se doubler de revendications sociales, même si ces dernières sont notablement absentes du texte d'Alsasua.

De l'argent , il y en a ! Après avoir reçu 20 milliards d'euros de l'Etat depuis le début de la crise, les profits des banques s'envolent. Pour le troisième trimestre, la BNP a annoncé un bénéfice net de 1,305 milliards d'euros, la Société Générale 426 millions et 663 millions pour le Crédit Agricole. Crise? Vous avez dit crise ?





PAYS BASQUE SUD DES LANDES

LES LYCÉENS CONTRE LA RÉFORME CHATEL

Ancien Directeur des ressources humaines du trust l'Oréal, Luc Chatel avait le profil pour devenir un ministre de l'Éducation digne du libéralisme ambiant, dans la même veine que ses prédécesseurs.

Sa réforme, au delà d'un habillage trompeur, se traduit globalement par :
la diminution des horaires,
- un « accompagnement individualisé » des élèves, cache-misère de la pénurie,
- des pouvoirs accrus aux chefs d'établissement,
- une attaque contre le service d'orientation scolaire Et elle s'accompagne de la suppression de l'année de formation pédagogique des enseignants. La réforme Chatel s'inscrit clairement dans la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), véritable outil pour casser les services publics. Son objectif est de réaliser des économies sur la base d'une dégradation du travail des élèves et des personnels.

Déjà 43 000 postes ont été supprimés depuis cinq ans, au moins autant le seront d'ici 2012, dont 16 000 à la prochaine rentrée scolaire. Le résultat en est inévitablement une aggravation des inégalités qui ne peut qu'augmenter. Les lycéens ne s'y trompent pas. Depuis fin novembre, les journées d'action contre la réforme Chatel se sont succédés. La mobilisation a été particulièrement forte localement. La plupart des lycées du Pays Basque et du sud des Landes ont été bloqués les deux semaines précédant les vacances de Noël. De nombreuses manifestations ont eu lieu à Bayonne, regroupant jusqu'à 2 000 lycéens. La répression a également été au rendez-vous avec l'arrestation et garde à vue de six lycéens de Saint-Vincent-de-Tyrosse qui avaient symboliquement utilisé le ciment et la colle pour bloquer l'entrée du lycée. La proviseur a porté plainte. Face aux sanctions et à la répression, il s'agit de soutenir les six le plus massivement possible.

Et maintenant ? La bataille va continuer à la rentrée de janvier. Une première date de mobilisation est prévue par les lycéens le 14 janvier. La FSU appelle à une grande manifestation le 23 janvier. Il faut noter, jusqu'à présent, la faible participation des enseignants aux manifestations des lycéens, comme l'absence de soutien clair, de mot d'ordre d'action précis, de la part des syndicats qui sont opposés à la réforme... alors que c'est un *"Tous ensemble lycéens - enseignants – parents"* qui est à l'ordre du jour pour exiger son retrait.✪

TRANSPORTS EN COMMUN

LA GRATUITÉ POUR TOUTES ET TOUS !

Le collectif "Oldartu – Lutter ensemble" * continue sa campagne pour la gratuité des transports en commun sur l'agglomération du BAB. La gratuité faciliterait les déplacements de celles et ceux qui ont des difficultés à joindre les deux bouts. Elle permettrait de diminuer l'utilisation de la voiture individuelle ; c'est nécessaire au vu de la pollution comme de la saturation des routes.

La gratuité n'est pas une utopie. La billetterie représente seulement 17 % des recettes de la STAB, qui pourraient être compensées par une légère augmentation du versement transport (payé par les entreprises de plus de 9 salariés) ; actuellement de 1,05 % de la masse salariale, il peut atteindre 1,8 %.

C'est ainsi que les transports en commun sont devenus gratuits à Aubagne (majorité d'union de la gauche – délégation de service public), Castres-Mazamet (majorité de droite - régie publique). On voit du même coup que la gratuité ne dépend ni de la couleur politique du conseil municipal, ni même de la gestion choisie, publique ou privée.
Oldartu, quant à lui, se prononce pour un service public des transports en commun, estimant qu'ils n'ont pas à enrichir les actionnaires d'une entreprise privée comme Veolia ou Keolys.

Dans les villes où la gratuité a été réalisée, le constat est le même : elle s'accompagne d'une augmentation de l'utilisation des transports en commun, comme de leur amélioration à travers un réseau plus serré.
C'est pourqoi il faut exiger la mise en place de transports en commun gratuits pour toutes et tous.

Une pétition est en ligne : ***http://oldartu.toile-libre.org*** A signer massivement !

** ATTAC, Collectif contre les violences sexistes, Comité d'action Soule, Ikasi eta Irauli–Jeune Réagis!, Segi, CNT, ELB, LAB, Solidaires, AB, Batasuna, NPA.*✪



ENVIRONNEMENT

COPENHAGUE CIRCUS

La réunion internationale sur l'environnement qui s'est déroulée à Copenhague a été un "échec". En effet les leaders des principales puissances du monde qui se sont retrouvés à cette occasion se sont contentés d'une déclaration finale non contraignante qui laisse chacun libre d'agir à sa guise. Mais cela était prévisible. Les sommets précédents - ceux de Rio-de-Janeiro en 1992, de Kyoto en 1997, de Johannesburg en 2002 et de Poznan en 2008 - n'avaient pas plus "sauvé la planète" que celui de la capitale danoise. Et pour cause. Les dirigeants actuels des grandes puissances pillent les richesses de la planète sans vergogne, provoquent les famines, laissent un milliard d'êtres humains mourir de faim, des centaines de millions d'autres sans emplois, sont parties prenantes dans les guerres larvées qui se produisent un peu partout dans le monde et se moquent comme d'une guigne des changements climatiques, même si ces derniers peuvent avoir des conséquences catastrophiques sur la faune, la flore et la population humaine.



Croire ou laisser croire qu'ils pourraient agir autrement tient de la naïveté ou de l'escroquerie morale. C'est un peu comme si on changeait le conte oriental d'Ali Baba en faisant que les Quarante Voleurs se réunissent finalement en conclave pour jeter les bases d'une société honnête et solidaire. Même un enfant de six ans ne s'y laisserait pas prendre !

Aujourd'hui on ne pourra guérir notre planète qui est bien malade qu'en supprimant la cause première de ses maux : le capitalisme. ✪

BOLIVIE

Après la réélection d'Evo Morales



Le 10 décembre 2009, Evo Morales a été réélu par le peuple bolivien pour un deuxième mandat présidentiel. Durant toute l'année 2008, le gouvernement d'Evo Morales a du affronter une opposition très violente de la droite représentant les intérêts de la classe capitaliste locale (grands propriétaires fonciers, industriels...) liée aux intérêts des transnationales privées qui exploitent les ressources naturelles (pétrole, gaz, minerai...). Des manifestations organisées par la droite réclamaient la séparation entre les provinces orientales riches et le reste du pays. Face à cette insurrection putschiste, une contre-offensive populaire s'est mise en place. Non seulement les paysans et les colonos (paysans occupant des terres expropriées) se mobilisent mais aussi les pauvres et les jeunes des villes. Confrontée à cette mobilisation politique du bloc indigèno-populaire, la droite déclara forfait. C'est ainsi que les forces de droite sont arrivées aux élections sans programme et sans véritable leader. Pourtant le MAS (Mouvement pour le Socialisme) est loin d'avoir répondu aux attentes du peuple bolivien. Comme de nombreux partis de pouvoir, il a connu des remous internes (scission, corruption...) qui ont souvent mis de côté les promesses faites.

Evo Morales, loin d'encourager la lutte des classes, promeut de fait une nouvelle *"alliance des classes"* : *«L'état est le seul acteur qui peut unir la société. C'est lui qui assume la synthèse de la volonté générale, planifie le cadre stratégique et guide le premier wagon. Le 2ème, c'est l'investissement privé bolivien. Le 3ème, l'investissement étranger. Le 4ème, la petite entreprise. Le 5ème, l'économie paysanne et le 6ème, l'économie indigène.»*

Cette stratégie, étrangère au socialisme et aux intérêts de la classe ouvrière et des plus pauvres, risque de s'opposer aux luttes populaires comme l'a démontré la grève des mineurs de Potosi. Dans cette situation, il reste à Evo Morales soit à s'appuyer sur la volonté des masses qui le soutiennent, soit à fléchir devant celle du capitalisme. ✪

49ème CONGRÈS DE LA C.G.T.

On prend LE MÊME et...on CONTINUE !



Le 49ème congrès de la C.G.T. s'est achevé avec, sans surprise, la réélection de Bernard Thibault à la tête du syndicat. Il a annoncé pour 2010 trois thèmes d'intervention principaux : salaires, emplois, retraites, ainsi que la défense des services publics.

Pourtant cette direction a été remise en question lors de ce congrès puisque le rapport d'activité a été approuvé à un peu plus de 70% avec 21 % de contre et 7,7 % d'abstentions (qui n'apparaissent pas dans les chiffres officiels) ce qui est une première. Car une opposition existe au sein de la C.G.T.. Organisée en trois tendances elle s'est notamment exprimée avec la candidature de Jean-Pierre Delannoy à la C.E. et les nombreux amendements déposés par divers syndicats. Ce qui n'a pas empêché B. Thibault de souligner, dans son discours de clôture, qu'à la C.G.T. *« il n'y avait pas d'opposition »*. Cette opposition s'est exprimée notamment contre les journées d'action isolées et l'unité syndicale à tout prix et à minima, pour l'interdiction des licenciements et l'embauche en C.D.I. en opposition au *« nouveau statut du travail salarié et à la sécurité sociale professionnelle"* proposés, pour le retour aux 37,5 années d'annuités dans le calcul des retraites.

Certains amendements ont été intégrés dans le texte d'orientation générale, la direction confédérale acceptant par exemple certaines références au capitalisme et intégrant dans le paragraphe 15, *"le caractère de masse et de classe »* du syndicat. Aucun syndiqué *« d'opposition »* n'a été intégré dans la commission exécutive bien que cette ligne représente 1/5ème des voix exprimées. Ce qui montre qu'il y a encore du travail à faire pour qu'existe une réelle démocratie au sein de la C.G.T..

En conclusion, une réelle structuration de l'opposition doit se construire afin d'imposer une nouvelle ligne politique dans la C.G.T., sur une base de lutte de classes, et, ce, avant le 50ème congrès prévu en 2012 et qui prévoit une réforme des structures, avec la remise en cause du syndicat comme base de l'organisation.✪

CULTURE SYMBIOSE ET DANSE

En ce mois de décembre un spectacle de danse modern'jazz avait lieu à Anglet. Certains s'attendaient à une soirée classique de fin d'année d'une école de danse. Et bien non, ils se trompaient. En fait ils sont tombés sur un petit bijou. Des costumes chatoyants aux couleurs vives, des musiques variées allant des sons orientaux en passant par le classique, jusqu'au flamenco. Rien que de très normal direz-vous, mais la réussite de ce programme, vient de l'originalité de cette troupe (composée de 40 danseurs qui ont de 3 ans à l'âge adulte) et du travail minutieux réalisé entre les danseurs valides et handicapés (handicapés génétiques, physiques, et psychiques). L'accord entre ces différences vous envahit d'une émotion qui vous transporte à travers les tableaux jusqu'à l'apothéose du final fait de joie et d'enthousiasme. Merci à "Symbiose et Danse", association angloye, pour cette excellente soirée.✪

